

## Carte scolaire : mépris ou désintérêt ?

Suite à l'article paru le 8 avril hier dans les colonnes de Midi Libre sous le titre « carte scolaire – L'Inspecteur : ça reste très confortable », dans lequel Monsieur l'Inspecteur d'Académie de la **Lozère** présente à la presse ses décisions concernant la carte scolaire 2010, l'**UNSA Education Lozère** tient à faire les remarques suivantes :

- il est pour nous **inacceptable** que ce soit par la presse que les membres des différentes instances représentatives (CTPD et CDEN) prennent connaissance de ces décisions ! Sauf à considérer que l'information des partenaires que sont les représentants des Parents d'élèves, des Elus et des Personnels soit secondaire, voire qu'elle ne soit pas nécessaire, il est totalement **inconcevable** que ceux-ci ne soient pas destinataires, avant toute autre communication, et comme cela a été le cas ces dernières années, des mesures arrêtées. Faut-il voir ici, à l'échelon local, une traduction du mépris affiché » par le Gouvernement et le Ministre de l'Education Nationale à l'égard des organisations représentatives au niveau national ? Nous préférons penser qu'il s'agit d'un oubli malencontreux ...

- **nous regrettons** aussi l'absence, une nouvelle fois, de Monsieur le Président du Conseil Général lors du dernier CDEN. Certes, il était représenté, mais cette absence systématique (sauf erreur de notre part) traduit pour le moins un certain désintérêt pour ce dossier pourtant extrêmement important pour notre département. A cela il convient d'ajouter les chaises laissées vides par les trois Conseillers Généraux de la majorité départementale membres de cette instance (aucun ne s'est excusé et n'a été remplacé). Les mauvais esprits y verraient sans doute une stratégie concertée ... ?

- enfin, **nous condamnons** le silence assourdissant des trois parlementaires lozériens à propos des moyens retirés au Service Public d'Education, eux si prolixes sur d'autres dossiers. Peuvent-ils, sans réagir, accepter la perte de près d'une dizaine d'emplois ? Il est vrai qu'il est sans doute difficile pour eux de critiquer au plan local les conséquences d'une politique qu'ils soutiennent au niveau national !?